

JOSEP BORRELL

Ministre espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération et ancien président du Parlement européen

Cela n'arrive pas souvent, mais je préfère parler français. La migration est une question de stratégie pour l'Europe à trois titres.

D'abord, du point de vue politique. Après la crise des réfugiés en Syrie, des migrants en Méditerranée centrale, maintenant plutôt occidentale, la question de la migration est entrée dans les débats politiques nationaux d'une façon que nous n'aurions pas pu imaginer il y a quelques années. Cela a beaucoup à voir avec la montée du populisme. La migration a été utilisée comme porte-drapeau et même comme excuse pour aborder des recettes régressives touchant les principes fondamentaux de l'état de droit, de la séparation des pouvoirs et des valeurs européennes. Ceci aura des conséquences pour la construction européenne. Nous assistons déjà aux débats : « quelques-uns veulent ouvrir la frontière et d'autres la fermer ». L'Europe forteresse est une idée qui prend de la force dans les pays de l'Est. Au Royaume-Uni, la migration a beaucoup à voir avec le *Brexit* et je crains que les enjeux migratoires ne deviennent le plus grave risque pour le projet européen dans un avenir proche : une grande division entre l'Est et l'Ouest.

Deuxième question, la perspective économique. Nous avons besoin de la migration, des migrants. Nous en aurons toujours besoin. La raison est bien simple. Tout le monde la connaît : la différence de démographie entre le Nord et le Sud de la Méditerranée. Nous vieillissons et les Africains sont de plus en plus jeunes. Nous aurons besoin d'une main-d'œuvre. La croissance économique de l'Afrique ne sera pas suffisante pour absorber la croissance de sa population. Cela nous posera un certain nombre de choix difficiles :

- Quelle économie aurons-nous ? Ce sera une économie digitale qui n'aura pas besoin d'emplois.
- Serons-nous capables d'assimiler une main-d'œuvre qui n'est pas trop spécialisée ? Il y aura un *mismatching* entre l'offre de travail venant d'Afrique et les besoins de travail de l'économie européenne.

Ce sont des questions que poseront les problèmes économiques très forts.

Finalement, c'est du point de vue social qu'est, peut-être, la dynamique la plus importante. Nous devons bâtir une société complexe, multiculturelle, même multilinguistique. Comment assurer l'égalité d'opportunité pour de nouveaux citoyens qui arrivent et qui ont des difficultés majeures pour s'intégrer ? Comment faire pour faire face à la xénophobie qui monte partout ? Comment faire pour respecter les identités nationales et, en même temps, accepter qu'une partie croissante de la population réponde à d'autres caractéristiques identitaires ?

Je voudrais dire, pour en finir, cette brève considération : il ne faut pas penser que la migration est un phénomène temporel ou conjoncturel. C'est quelque chose de structurel. Ce n'est pas une question de gestion, mais de stratégie pour l'avenir. Cela ne va pas passer, cela augmentera. Tous les débats européens devront trouver l'équilibre entre la solidarité et la responsabilité. De ce point de vue, je voudrais dire que l'Espagne et le Royaume du Maroc ont montré une capacité de coopération très forte pour gérer les flux migratoires que nous ne trouvons nulle part ailleurs en Méditerranée. Il faut faire la distinction très claire entre les demandeurs d'asile et la migration économique. Ce n'est pas la même chose. Si nous pouvons faire la distinction, il faut être capable de distinguer.

Ce qui n'est pas possible c'est que, dans les îles grecques trois ans plus tard, il reste encore des milliers de gens sur les plages à qui nous n'avons pas été capables de dire : « vous êtes demandeur d'asile, vous avez droit de rester ou d'aller sur le continent. Vous n'êtes pas demandeur d'asile, rentrez en Turquie ». Ni une chose, ni l'autre. Des milliers de personnes restent dans l'attente que les autorités administratives fassent le choix. Nous ne pouvons pas dire : « il y a les demandeurs d'asile, il y a les migrants économiques » et, après, ne pas être capables de faire le tri entre une chose et l'autre. Il faut combiner la responsabilité et la solidarité pour dire clairement qu'il faut avoir des accords avec les pays d'origine, de façon à ce que ceux qui n'ont pas droit à l'asile puissent rentrer chez eux d'une façon rapide et efficace. Dans le cas contraire, des milliers de personnes se dissiperont dans l'économie souterraine qui minera les bases de notre société. Merci.

Ali ASLAN

Merci, Monsieur le ministre Borrell, d'avoir souligné une nouvelle fois l'urgence de ce sujet, en affirmant à juste titre que ce n'est pas un dilemme temporaire auquel est confrontée l'Europe, mais qu'il s'agit d'un problème à long terme auquel nous devons nous attaquer.